

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 10 septembre 2010

Pitié pour les patrons voyous ?

Sur TF1 dimanche soir, Hollande nous a donc expliqué qu'il voulait une société solidaire... des patrons ! Il veut « *plus de souplesse et plus de protection* » pour les salariés ET les entreprises. Traduction : la protection pour le patronat, la flexibilité pour les salariés ! Il souhaite un « *compromis historique* » avec le patronat, du « *donnant-donnant* » qui soit « *gagnant-gagnant* ».

Autrement dit, il demande aux syndicats de négocier les plans de licenciements, la précarisation du travail et les bas salaires. Aux salariés de donner double, aux patrons de gagner doublement ! Et de sa part, le compromis commence par « *accompagner* », donc accepter... « *les plans de licenciements déjà en cours* », à commencer par celui de PSA.

Quant à sa minuscule annonce électorale, la taxe de 75% sur la part des revenus supérieure au million d'euros, promesse « symbolique » comme il l'a rappelé lui-même, elle n'aura pas résisté longtemps à la pression estivale du patronat.

Ceux qui pleurent la bouche pleine

Mesure symbolique, mais c'en était trop pour les grands patrons. Ils ont défilé les uns après les autres fin août à l'Élysée pour verser leurs larmes de crocodiles. Jean Marc Ayrault, lui, est allé prêter son épaulement à l'université d'été du Medef, pour les écouter pleurer sur leur sort. La 4^{ème} fortune mondiale, Bernard Arnault, patron de LVMH, a même entrepris les démarches pour se faire naturaliser belge et échapper, par principe, à cette fiscalité marginale. Qu'il parte-donc, bon débarras, et qu'on lui confisque sa fortune, laquelle équivaut à la moitié du budget de l'Éducation nationale !

Mais, dit Hollande, pas question de mesures « confiscatoires »... mêmes symboliques ! Et la stratégie d'intimidation a eu facilement raison du gouvernement socialiste, pris de pitié pour ses pauvres patrons. Résultat : la taxe de 75 % intègrera d'autres impôts déjà prélevés sur le salaire comme la CSG, ce qui en diminuera le montant à 67%. Elle ne concernera que les revenus du travail mais plus ceux du capital et, a confirmé Hollande, elle sera provisoire. Sans compter qu'elle ne s'appliquerait finalement qu'à partir de deux millions d'euros pour les couples. Ouf !

Montebourg et Hollande au chevet de PSA

Il n'y a pas qu'en matière de fiscalité que le gouvernement socialiste est pris de pitié pour le patronat. En matière d'emploi également. Le rapport d'expert commandé par le ministre du redressement

productif, Arnaud Montebourg, est en passe de « *confirmer la grande fragilité du groupe* » et de faire « *valider* » le plan de fermeture de l'usine Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Est-il si fragile, le groupe PSA qui dispose de 10 milliards de fonds propres ? Fragile, la famille Peugeot, dont la fortune augmente de deux millions d'euros par jour depuis deux ans ? Il n'y a guère que Montebourg et Hollande pour faire semblant d'y croire.

Notre stratégie face à leur rouleau compresseur

Il n'y a pas que PSA que le gouvernement laisse licencier impunément ! Les plans de licenciements tombent les uns après les autres, Air France, Sanofi, Doux, Alcatel Lucent, et bien d'autres.

Pour empêcher ces licenciements, nous ne pourrions pas compter sur le baratin de Hollande ou Montebourg. Il faudra bien en passer par la lutte collective, la lutte d'ensemble.

Le 29 septembre, un rassemblement est prévu à la cité des 3000 à Aulnay où habitent plusieurs centaines de camarades de PSA. Le 9 octobre, les syndicats CGT de PSA et de Renault appellent à manifester nationalement.

Ces manifestations, pour dire « Non aux licenciements », « Non aux accords de compétitivité », peuvent être le point de départ d'une lutte qui regrouperait tous les salariés, nombreux, menacés par les licenciements, les restructurations ou les suppressions de postes. Il n'y a guère que cela que les patrons redoutent. Eux ont leur stratégie pour intimider le gouvernement, à nous de mettre en œuvre la notre pour faire reculer tous ces patrons voyous.

Manifestons avec ceux d'Aulnay :

Dès le 29 septembre, les travailleurs d'Aulnay appellent la population des environs et les entreprises de Seine-Saint-Denis, notamment celles touchées par des plans de suppression d'emplois (Air-France, Sanofi...) à un grand rassemblement à Aulnay : c'est une première occasion d'être à leurs côtés.

D'autant que le même jour, les ouvriers de Ford Bordeaux manifesteront, eux, au salon de l'auto, contre la menace de fermeture de leur usine.

Puis, le 9 octobre, les travailleurs de PSA manifesteront le matin au salon de l'auto (avec des sous-traitants, des délégations de Renault et autres), avant de rejoindre l'après-midi le cortège national.

Soyons nombreux à participer aux mobilisations face au plan d'attaque général de la direction qui n'épargne aucun site.

Dans la jungle terrible jungle, le lion est mort ce soir

La direction de PSA a sans doute péché par omission à ne pas mettre en ligne ce lundi l'article du JDD du 9 septembre, intitulé « *le clan des Peugeot* » dans sa revue de presse propagandiste.

Fort dommage, car on y voit sur une très belle photo trôner le « Bob », pas peu fier, avec son gros fusil à lunette, aux pieds du lion fraîchement abattu. Et oui, monsieur est propriétaire au Kenya, nous précise l'article.

Apparemment le rejeton le plus « *exubérant* » de la famille rêverait de dégommer du travailleur ou de l'usine, comme il flingue le roi des animaux : d'un clic de gâchette comme d'un clic de souris.

Mais les salariés ne vont pas s'en laisser conter et lui narrer la fable du « *chasseur-chassé* ».

Une protection digne de mafiosi !

La truille manifestée par la direction de PSA face à la colère des travailleurs d'Aulnay a transparu jusque dans la presse.

Le journal *Le Parisien* du 4 septembre indique que la direction a fait établir « *un bâtiment sécurisé où se retirer en cas d'agitation* ». Une quarantaine de lits de camp ont été prévus pour des vigiles supplémentaires depuis juillet, soit un an et demi avant la fermeture annoncée. Certains « gorilles » auraient été recrutés auprès de boîtes de sécurité Russe, entraînée en Tchétchénie ?

S'acheter de tels services, c'est bien l'aveu de Varin que prétendre qu'il n'y aurait que des reclassements et qu'on va trouver (avec l'aide de Hollande) un avenir industriel pour le site, il n'y croit pas lui-même... et qu'il commence à flipper.

« Défense de l'outil industriel » : ne nous trompons pas de camp

A La Garenne notamment, la direction recrute des « volontaires » parmi les hiérarchiques pour aller à Aulnay.

Elle explique à mots couverts qu'il s'agit de « défendre l'outil industriel »... pour ne pas dire que l'objectif serait de briser une grève si nécessaire !

Alors faisons plutôt confiance à ceux dont la vie en dépend et encourageons les travailleurs d'Aulnay qui s'organisent pour défendre réellement la pérennité de leur outil de travail.

Rapport bidon

C'est officiellement mardi que Sartorius remet à Montebourg son rapport sur PSA. Mais nul mystère : la presse a déjà écrit que le rapport justifierait la prétendue surcapacité. Même s'il se garderait de conclure. Façon qu'a le gouvernement d'aider Peugeot, indirectement. On ne pouvait rien attendre d'autre de ce genre d'étude soi-disant objective, qu'on fait entre « experts amis »...

Sans rapport

Une autre analyse des comptes de PSA a été commanditée, cette fois, par tous les syndicats à l'issue du CCE du 25/07, au cabinet SECAFI.

C'est une façon de contrer et ralentir les manœuvres de la direction. On sait que sur le fond on n'a rien à attendre non plus de ce genre d'expertise : c'est la lutte qui se prépare.

L'escroquerie de la « compétitivité »

Fin juillet, la direction de PSA a fait passer à Sevelnord un accord dit de « *compétitivité* », pour lequel elle a obtenu la signature de syndicalistes bien dociles, hormis la CGT. C'est un véritable chantage fait aux travailleurs : les sacrifices ou les licenciements !

L'accord prévoit le gel des salaires pendant au moins deux ans, la baisse des primes de nuits et du samedi, le rallongement séances de travail quand ça arrange la direction, la suppression de 4 jours de RTT, la mobilité forcée dans ou hors du site (y compris à Toyota)...

Sevelnord sauvé ? Baratin. La direction ne s'engage à rien : tout dépendra si on trouve un nouveau modèle, si Toyota y fera bien monter une partie de ses utilitaires... Comme jadis à Continental où on avait imposé des sacrifices aux travailleurs, au nom du sauvetage, pour annoncer la fermeture l'usine un ans plus tard.

Le CAC 40 des patrons voyous

La semaine dernière, PSA s'est ému de sa sortie du CAC 40. En fait de catastrophe, cette annonce concerne surtout les gros actionnaires et les investisseurs. Et encore, PSA nous explique que ça pourrait faire augmenter le cours de l'action !

La direction l'utilise pour justifier son plan de licenciements et le faire payer aux salariés. Avec ou sans CAC 40, pour eux les profits seront de toutes les façons au rendez-vous.